

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.938

**Grand succès de la manifestation pour la paix en Palestine
François Hollande, à La Réunion dans 17 jours, interpellé par
un large rassemblement**

Réunionnais unis et solidaires avec le peuple palestinien

Des mesures concrètes à mettre en œuvre :

- appel à la mobilisation de tous les élus autour de la plate-forme du Collectif «Nout tout' ansamb pou la Paix en Palestine»
- appel au boycott des produits israéliens



Numéro spécial pour la paix en Palestine

Rassemblement du 3 août à Champ-Fleuri

Le peuple réunionnais solidaire du peuple palestinien pour la paix et la liberté

À l'appel de nombreuses organisations syndicales, politiques et associatives de La Réunion, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées ce dimanche 3 août sur le parvis des Droits de l'Homme à Saint-Denis afin d'exprimer avec force et conviction leur solidarité au peuple palestinien victime de graves crimes de guerre de la part de l'État colonialiste israélien. Afin de renforcer concrètement ce soutien au combat du peuple palestinien pour la paix et la liberté, les manifestants ont notamment approuvé les appels de plusieurs orateurs, dont Paul Vergès, à adresser un message des élus réunionnais à François Hollande pour que l'État français soutienne la cause palestinienne et à boycotter les produits israéliens importés à La Réunion.



Paul Vergès a demandé à tous les élus de La Réunion de soutenir la plate-forme du Collectif porteuse de revendications claires et justes, puis de montrer au chef de l'Etat le résultat de cette union des Réunionnais.

Ce rassemblement, animé par Dominique Rivière, a commencé après 10 heures 30 par une minute de silence «pour une paix juste et durable en Palestine»; et le responsable de la Ligue des Droits de l'Homme à La Réunion a plaidé pour «l'union des Réunionnais dans la lutte en faveur du respect du droit international dans le conflit israélo-palestinien». Ensuite, plus d'une douzaine de personnalités ont pris la parole pour expliquer les raisons de leur soutien à cette manifestation, en particulier des élus comme René-Louis Pestel, adjoint au maire de Saint-Denis, la députée Huguette Bello, Nassimah Dindar, présidente du Conseil général, Ghislaine Bessière de l'association Rasine Kaf, Nadine Sidambaram de l'association G21, Ivan Hoareau, secrétaire général de la CGTR, Marie-Reine Jacob de l'association Travailleurs Réunionnais, et Christelle Goul-

jar, présidente de la Ligue des Droits de l'Homme à La Réunion.

Outre le poème proclamé par la conteuse Ketty Lisador, il y a eu encore d'autres intervenants, en particulier Daniella Maillot-Schussler, présidente du Collectif Réunion Palestine Solidarité, qui a notamment dénoncé le fait que «l'État français cautionne les crimes de l'État israélien et sa politique coloniale». Housen Amode, président de l'Association Musulmane de La Réunion, a déclaré qu'«en tant que Réunionnais nous sommes très touchés par un tel drame et nous disons que ces crimes doivent cesser, de même que l'occupation de la Palestine par les colonialistes israéliens».

Nous citerons également Mgr Gilbert Aubry, évêque de l'Église catholique à La Réunion, pour qui «nous ne pouvons accepter que le peuple palestinien soit martyrisé et que ses droits

ne soient pas respectés»; et il a lancé cet appel aux «grandes puissances complices de cette tragédie»: «bougez!». Pour aller dans ce sens, le sénateur communiste Paul Vergès a proposé que l'ensemble des élus réunionnais signent une pétition qui sera remise au président de la République lors de sa venue dans le pays le 21 août prochain.

Enfin, «pour rendre efficace la volonté de justice et de paix exprimée lors de ce rassemblement», le président de l'Alliance a également appelé nos compatriotes à soutenir le boycott des produits israéliens. Voilà des mesures concrètes à mettre en œuvre afin de continuer à renforcer la solidarité du peuple réunionnais avec la lutte de ses sœurs et frères palestiniens pour la liberté et la paix.

Édito

Vini, pa vini ? Bienvenue M. le Président

Apparemment, le Président de la République serait présent en terre réunionnaise dans une quinzaine de jours. Une fois de plus, utilisons le conditionnel. Car, de certitude en rumeur, c'est le dispositif d'accueil qui coûte très cher. Ainsi, Lebreton, qui devait le recevoir aux petites heures, a été obligé de tout démonter et remballer. Deux cents militaires avaient fait le déplacement. Une équipe était venue spécialement apprendre au personnel de Saint-Benoît comment servir une table présidentielle,...Et, puis, à la COI, tout a été aussi déplacé. Bref, croisons les doigts pour que cette fois-ci ça soit la bonne.

En effet, le Président est très attendu. Les médias ont annoncé qu'il vient avec des solutions aux questions posées par les Réunionnais et que les décisions sont déjà prises. Nous avons avancé ici-même que si les décisions étaient déjà prises pourquoi ne pas faire les annonces nécessaires, depuis Paris, mais en vain. A la Préfecture, il a été dit que c'est le Président qui «annoncera». Le déplacement servirait donc de support médiatique pour communiquer. Parce qu'aujourd'hui, «communiquer» est plus important que régler les problèmes. La semaine dernière, un sénateur a même déclaré qu'il choisira «le bon moment» pour discuter de la sur-rémunération alors qu'il ne se rendait pas compte qu'il répondait à la divulgation du rapport faite par le PCR. Désormais tout le monde est au courant et s'interroge sur ce genre de cachoterie, en guise de «com».

Bref, le Président annoncera «les décisions».

L'avenir de la filière canne après la fin des quotas et le prix garanti, en 2017; la sur-rémunération après le rapport du Sénat; l'Octroi de Mer après le sursis de 6 mois accordé depuis le 1 juillet 2014; les Accords de Partenariats Economiques en cours; l'emploi aux Réunionnais avant la rentrée, etc. Gageons qu'il expliquera également aux Réunionnais ce qu'il va dire au Sommet de la COI, sachant que statutairement, c'est au nom de La Réunion que la délégation française agit. De dérive en dérive, nous confondons coopération décentralisée, coopération bilatérale, avec l'esprit fondateur de la COI adopté à l'origine par 3 pays: Madagascar, Maurice et les Seychelles. Ce n'est qu'au 2e sommet que 2 autres voisins géographiques ont été admis: les Comores et La Réunion. Pour éviter l'isolement de La Réunion, un compromis avait été accepté par nos voisins fondateurs pour inscrire officiellement «France (La Réunion)». La présence de Mme Ledoux est un déni de réalité. Comme pour Gaza, il est temps d'arrêter le ridicule. La foule présente, hier, à l'esplanade des Droits de l'Homme, à Champs Fleury, a vu juste: le Président devra aussi répondre à l'Appel de LA REUNION UNIE POUR GAZA.

Bienvenue, monsieur le Président de la République.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Les interventions du rassemblement

«Palestine vivra, Palestine vaincra»

Citoyens, membres d'association, de syndicat et de partis politique ont répondu présent à l'appel du collectif «Nout tout'anamb pour la paix en Palestine», afin de dénoncer les attaques de l'armée israélienne sur des civils et de demander au chef de l'Etat d'intervenir pour faire cesser ce massacre.

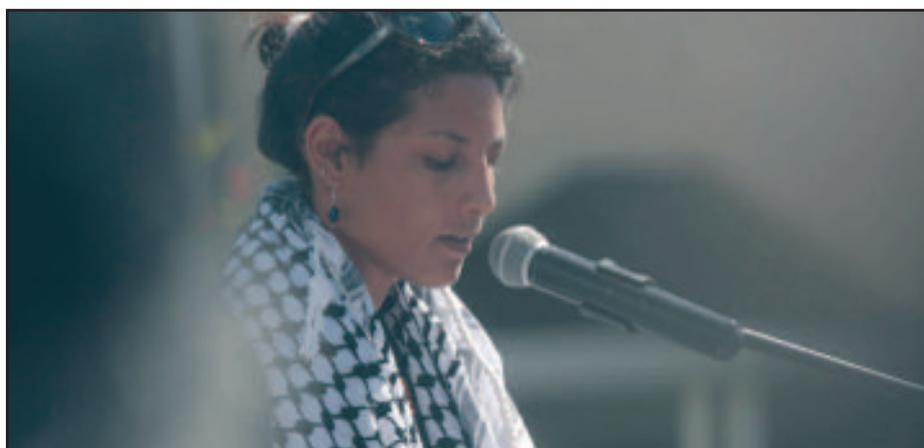
Durant deux heures, une multitude d'intervenants ont fait part de l'indignation face au «massacre programmé et proclamé» par l'armée israélienne, comme l'a défini Nassimah Dindar, présidente du Conseil Général. La foule réunie a par moment scandé «Palestine vivra, Palestine vaincra». Un appel lancé par les Réunionnais ce dimanche 3 août.

La «complicité» des occidentaux

En tant que porte parole du collectif, Dominique Rivière (LDH) a présidé cet évènement et évoqué le «refus de tout amalgame entre la population civile et le gouvernement» israélien, mais aussi sur l'utilisation des mots en «isme» qui «peuvent apparaître comme une insulte». Les bases de la rencontre établie, les interventions ont démarré mettant en avant «l'unité nécessaire pour le droit des Palestiniens», comme l'a indiqué Dominique Rivière.

De son côté, Daniella Maillot, présidente du Collectif Réunionnais Palestine Solidarité, a exigé «la paix, mais pas par la force», par «une volonté». «Un pas vers l'autre» a indiqué cette dernière qui pointe du doigt la responsabilité et la position de l'Etat français dans le conflit.

«La résistance se bat pour sauver son peuple» a-t-elle expliqué, assurant: «on ne parle pas à la place du peuple palestinien» mais «on a le devoir de manifester notre indignation» face à un «gouvernement complice», a expliqué la jeune femme. S'insurgeant contre «les mensonges de l'Etat français», Danielle Maillot a assuré qu'il y a «un problème ici, les Palestiniens



Daniella Maillot, présidente du Collectif Réunionnais Palestine Solidarité.



Daniella Maillot, présidente du Collectif Réunionnais Palestine Solidarité.

appellent le monde depuis 70 ans». Et depuis, peu d'Etats ont pris parti pour la Palestine, les récents évènements le prouvent encore une fois. Seuls les pays d'Amérique latine ont dénoncé cette fois-ci «le génocide» organisé par Israël à Gaza. De nombreuses accusations ont été portées contre l'Etat français et les pays occi-

dentaux, jugés pour leur «complicité passive» en laissant «une injustice criante» se perpétuer. Les Nations Unies ont également été pointé du doigt, par René-Louis Pestel, adjoint à la mairie de Saint-Denis, qui a demandé «que font les Nations unies, qui possèdent un Conseil de sécurité», dont les principaux pays ont un droit



Une délégation du PCR était présente, dont plusieurs dirigeants sur cette photo: les secrétaires généraux Maurice Gironcel, Ary Yéé Chong Tchi Kan, Ginette Sinapin et Camille Dieudonné, Paul Vergès, Elle Hoarau et Gélita Hoarau.

de veto, pouvant ainsi intervenir en Israël.

«Crime de guerre»

Tous ont dénoncé «le crime de guerre» qui se joue dans la bande de Gaza contre les civils palestiniens. A l'écriture de cet article, la guerre a fait 1.766 morts et 9.320 blessés côté palestinien. Côté israélien, 64 soldats et trois civils ont été tués. Un terrorisme d'Etat orchestré par un Etat qui «reproduit les exterminations contre un peuple», a expliqué Ghislaine Bessièr (Rasine Kaf), en référence aux «exterminations subies par les juifs» lors de la 2^{de} Guerre Mondiale.

Pour certains intervenants, Israël «tue et affaiblit tout un peuple, enfermé dans une vaste prison». En effet, «sur 340 km², ce qui représente la surface du Port, Saint-Paul et Saint-Denis, et sur cette étroite bande, il y a 1,8 million de Palestiniens», a expliqué le sénateur Paul Vergès. «Enfermé» dans la bande de Gaza depuis le blocus de 2006, «les Palestiniens subissent une histoire tragique d'un peuple qui souffre dans sa chair et son entité», a indiqué Houssen Amodé.

Avec «un occupant d'un côté et un occupé de l'autre», l'ensemble des participants ont condamné les massacres de civils à Gaza et ont exigé la fin de l'offensive israélienne, la poursuite d'Israël devant la justice internationale et «des mesures immédiates pour une paix définitive» a évoqué pour sa part l'Evêque de La Réunion, Monseigneur Aubry. «La souffrance des palestiniens devient notre souffrance. On est tous des Palestiniens» a conclu l'Evêque.

Céline Tabou

Face à l'horreur, des solutions

Face à l'émotion suscitée par les images diffusées sur les réseaux sociaux mais également dans les médias, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer le massacre mais aussi apporter des solutions. De nombreux intervenants ont souhaité la traduction en justice d'Israël, pour les crimes orchestrés dans la bande de Gaza contre des civils. De son côté, Nassimah Dindar a proposé l'envoi des Casques bleus dans la bande de Gaza pour faire cesser «ce génocide froid, prémédité et calculé», comme l'a qualifié l'un des représentants du G21. Les Nations Unies sont «intervenues au Mali, en Syrie», raison pour laquelle «alors nous allons laisser la France ne pas demander une intervention des Casques bleus

en Palestine, alors que des enfants sont tués. Il faut que s'arrête le message», a assuré la présidente du Conseil Général.

De son côté, Paul Vergès a rappelé la venue de François Hollande à La Réunion, dans 15 jours et suggéré «que les organisateurs fassent une déclaration ferme et que tous ceux qui se réclament à La Réunion de traduire la volonté populaire, tous les élus sont soumis à la signature» de cette lettre. «C'est ainsi que nous réaliseront, je l'espère, l'unanimité de ceux qui se disent 'je vais proclamer pour être applaudit mais je ne ferais rien pour gêner le gouvernement français», a expliqué le sénateur, qui «souhaite rendre efficace cette volonté unanime».

Appel au boycott des produits israéliens

Daniella Maillot, présidente du Collectif Réunionnais Palestine Solidarité, a expliqué que «la campagne du boycott des produits israéliens fonctionne», ainsi les bénéfices ont diminué de près de 35% d'après cette dernière. «Le boycott est une arme citoyenne pacifique par excellence» a-t-elle indiqué. La «Campagne BDS France», (Boycott, Désinvestissement, Sanction) est une «réponse à l'apartheid, à l'occupation et à la colonisation israélienne», note le tract distribué dans la foule.

Ce boycott est le moyen «d'exercer une pression, en premier lieu sur nos propres gouvernement, pour qu'ils appliquent de légitimes sanctions,

ainsi que sur l'Etat d'Israël, pour imposer la seule issue pour cette région: l'application du droit international».

Pour Paul Vergès, il faut «accentuer l'action pour le boycott de tous les produits israéliens, ce sont là des actes qui au delà de notre prise de position à La Réunion vont avoir des répercussions à l'extérieure, c'est ce que nous avons comme but». Pour conclure, le sénateur a assuré que «chacun doit être prêt devant ses responsabilités devant ce drame» et boycotter les produits israéliens «pour qu'Israël ressente la résistance des Réunionnais».



Dominique Rivière, Ligue des Droits de l'Homme.



Nassimah Dindar, présidente du Conseil général.



Gilbert Aubry, évêque de La Réunion.



Kety Lisador.



Ivan Hoareau, secrétaire général de la CGTR.



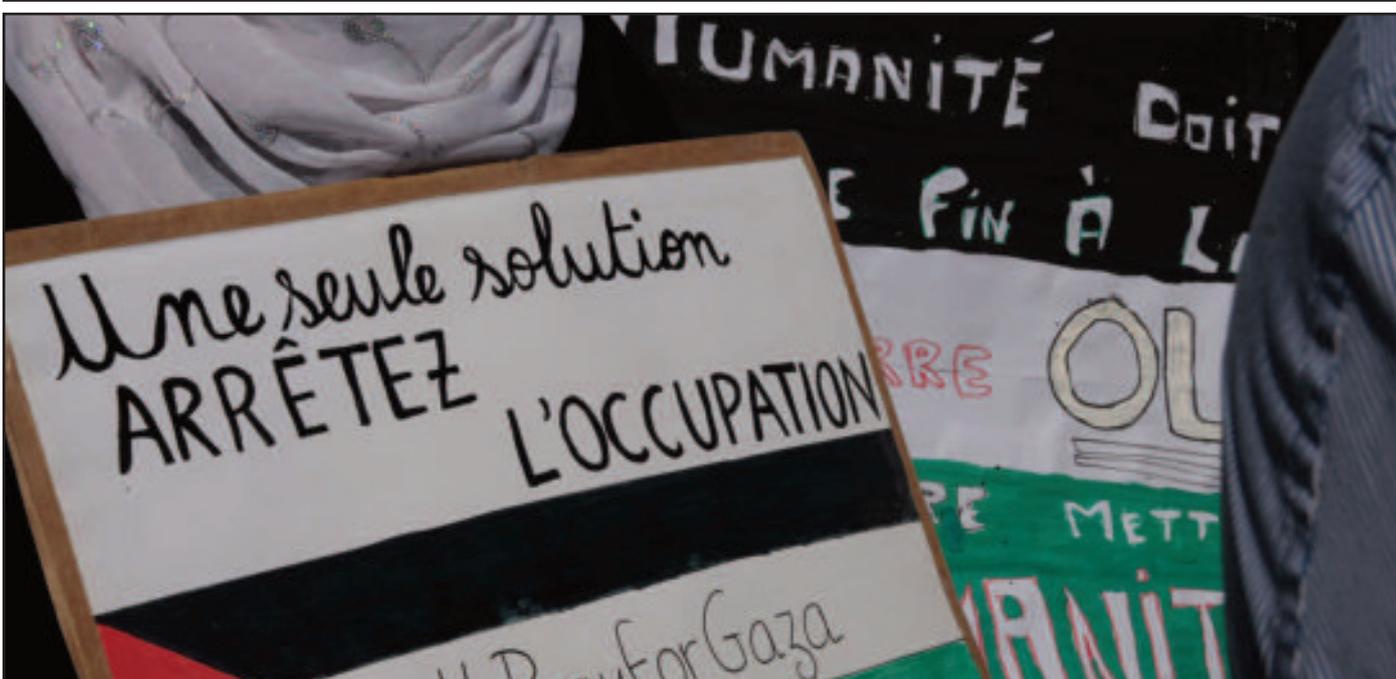
Marie-Reine Jacob, Travayèr Réyoné.



Nadine Sidambarom, G21.



Ghislaine Bessière, Rasine Kaf.



Otè!

Mète tout dsi la tab pou oir lo méyèr moiyin sort dann malizé !

Dopi lontan pou kalkil manyèr demoun i viv dann in péi, téi tiliz in paramètr i apèl lo PIB, sansa lo PIB par pèrsone. Mé, pou in bonpé d'moun so l'indis-la i kontant pa zot pou vréman. Biensir ni koné désèrtin péi nana in for PIB, mé domoun i viv pa myé k'i an fo. In légzanp? Bann péi i éspòrt lo gaz avèk pétrol. Désèrtin nana in for pib, mé la majorité d'moun i viv pa bien pou vréman... In n'ot légzanp konm Lo Brézil? Zot i souvien in pti pé d'tan avan la koup di mond fotbal, demoun té apré batay dann shomin, pars, sanm pou zot, mèm si l'ékonomi lo péi téi dévlop, na in bonpé d'moun lé bordé dann lo partaz lo bann rishès.

Astèr si ni rogard lo ka La Rényon? Son PIB lé for, mé na in bonpé d'moun lé pa kontan la vi zot i amenn isi. Donk lo l'indis-la, konm désèrtin i di, la pa in bon tèrmomète. Ni di toultan nout prodiksyon lé fèb... Mèm pa vin pour san nout pib. Lo séktèr tèrsyèr li ramas lo total avèk plis katrovin pour san nout pib. Arzout èk sa tout bann klignotan ni koné zot lé o rouj konm lo to d'shomaj, la kantité z'ilétre, la mortalité bann ti zanfan, la kantité dyabétik é tout sak i s'ansui mèm si nana in pé lé o vèr é sa ni doipa obliyé... Na in moun la di amoin, si i pran l'indis dévlopman imin, in n'afèr pli konplé ké lo pib, é bin figir azot La Rényon i distans pa pou vréman désèrtin péi nout réjyon. I paré Sésèl lé dovan nou, é l'il Moris lé zis mèm nivo ké nou... na osi sak lé loin déyèr nou, mé tout fason nou na poin pou vanté sirtou ké koméla nou na tandans fé sir-plas mèm rokilé, alé oir d'ot lé lansé tout vitès pou dépas anou.

L'èr-la, i fo ni fé in kont avèk nou: i fo ni ranfors nout poin fèb é ni gardien bien nout poin for. Mé kozé lé bon é fé lé pli difisil sirtou kan bann nyaz noir i antas dann nout syèl. Par l'fète zot i koné bann kumulo-ninbus? Sa sé in bann niyaz, é si dann in l'aviyon ou lé pri la-dan avèk la fré k'i fé, lo bann grélon k'i bombard aou, lo bann présyon k'i os-bès, in koté i ral aou anlèr, in koté i ral aou an-ba... In l'avyatèr la di amoin, i rès solman pou domann bondyé pou fé in mirak pou ou... Nou la pankor ariv la! Mi éspèr kant mèm mé, avan ni tonb la-dan i fo ni fé in trik. Konm par ébzanz abolé nout réjime kolonyal, konm ankor rovandik in pouvoir rényoné, konm mète tout dsi la tab é oir lo méyèr moiyin sort dann nout malizé.

Justin